

Crise, langage, fiction

Micheline Cambron

Volume 32, numéro 5 (191), octobre 1990

Octobre 1970 : Le Québec en otage

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/31929ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Cambron, M. (1990). Crise, langage, fiction. *Liberté*, 32(5), 17–29.

MICHELINE CAMBRON

CRISE, LANGAGE, FICTION

En octobre 1970, j'avais seize ans. Une enfant, pensez-vous aujourd'hui, alors qu'un écrivain ou un universitaire de trente-six ans est «jeune» dans un monde qui se partage, autour de l'âge médian, entre les «vieux» qui ont plus de quarante ans et les «jeunes» qui sont nés après 1950. Pourtant, à l'époque, la ligne de partage était autour de vingt ans; j'avais des amis qui avaient cet âge et je ne connaissais pas le sentiment d'exil du pouvoir démographique qui allait m'habiter plus tard, à l'époque des «jobines». Toutes jeunesses confondues, j'avais le sentiment d'appartenir à un large mouvement de transformation du monde.

Lorsque la nouvelle de l'enlèvement de Pierre Laporte a été annoncée, j'ai senti que quelque chose d'important se produisait. La fébrilité des communiqués de presse me donnait sans doute raison. Mais, faut-il le dire, j'avais été bien préparée à accueillir un tel événement. J'avais lu des *Bob Morane* et des *Nick Jordan* pendant de nombreuses années, puis un peu de Dostoïevski, et les complots ça me connaissait. J'avais vu *Pas de vacances pour les idoles*, d'impérissable mémoire, *Z*, qui avait nourri conversations et dissertations pendant de longs mois, ainsi que le troublant *Docteur Zhivago*, et les enlèvements, extorsions, coups de force ne présentaient guère de défi à mon imagination.

Je m'étonne aujourd'hui encore de ce que ma formation politique ait pu être si complète. Des élections scolaires au secondaire à l'apprentissage du code Morin, des exposés sur la guerre des Six Jours aux débats sur la modernité de la tolérance chez Montaigne, mon adolescence me revient comme une longue propédeutique à la vie collective. Nous apprenions l'histoire du Canada dans les recueils de textes de Marcel Trudel, nous lisions Feuerbach et réfléchissions, Ortega y Gasset à la main, au pouvoir des contre-révolutions: pas étonnant que l'univers nous soit d'abord apparu comme politique — ou, pour les fidèles de papa Marx, comme économique, ce qui, dans la société québécoise petite-bourgeoise, revenait rigoureusement au même.

D'ailleurs, cette collaboration politique qui irisait l'univers, nous parvenions souvent à l'incarner dans des opérations concrètes — c'était, disaient les plus prétentieux, l'ordre de la «praxis». Durant tout mon secondaire, j'ai vécu des «débrayages», des «sit-in» et des «occupations». Au début, ce n'étaient que des irruptions printanières, une sorte de «réaction différée» aux agitations des écoles de garçons voisines. Mais peu à peu, cela s'est paré d'un vernis revendicateur de bon aloi, les mouvements paraissaient moins désordonnés, s'alignaient (soit dit sans ironie) sur les soubresauts de la société québécoise. Enfin, cela prit toutes les apparences de la vie politique véritable grâce à l'introduction systématique des assemblées délibérantes. Cette initiation aux us et coutumes parlementaires — et syndicales — aurait pu être carnavalesque, mais, remplis de colère et de componction comme le sont les adolescents, nous avions le sentiment d'avoir ainsi prise sur le réel. Et nous avions raison: les cours n'avaient pas lieu, les activités étaient perturbées, et la presse nous renvoyait l'écho (grandi?) de nos activités quand l'amarrage avec une revendication reconnue avait été réussi. Nous vivions dans un univers

de parole que nourrissait abondamment la littérature d'ici et nous étions installés à demeure dans le performatif: dire, c'était faire.

* * *

Cette euphorie oppositionnelle se nourrissait des événements les plus divers — évoquer «les gars de La-palme» au sujet des prêts-bourses paraissait, sinon justifié, du moins inévitable —, et lorsque je lis maintenant la définition que donne Robert Fossaert du discours social commun, «vaste synchrétisme du parlé-agi», je songe à cette année 1970, où les tensions sociales et politiques semblaient n'avoir pour fonction que d'attiser et rassembler les «forces vives» d'une nation unanime, riant avec Yvon Deschamps, chantant avec Charlebois, debout comme ces «poètes [qui] montent la garde du monde»¹, dont la solitude se trouvait occultée par l'envahissante camaraderie des Québécois à la parole retrouvée. L'extraordinaire «Nuit de la poésie», ce rassemblement hétérogène de poètes, de musiciens et de chanteurs, fut à la fois la grande fête de cette parole et l'affirmation du pouvoir absolu des mots: historiens et prophètes, les poètes incarnaient le synchrétisme du discours social commun, lequel avait pour beaucoup la forme même de l'unité nationale. Sans nul doute, la parole et l'imagination étaient de ce côté.

J'allais apprendre que le pouvoir ne s'y trouvait pas.

* * *

La récréation s'est abruptement terminée le matin suivant la Proclamation des mesures de guerre. Là, à l'intersection des rues Viau et Sherbrooke, j'ai vu la longue cohorte verte des jeeps et des camions de l'armée canadienne. Dans la voie de gauche, en direction ouest, il y avait un trait pointillé infini qui, sans doute, allait des

1. Gaston Miron, «Recours didactique», dans *L'Homme rapaillé*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1970, p. 61.

baraquements de Longue-Pointe au centre-ville, un pointillé vivant, grouillant de soldats plus ou moins déguisés, prêts, croyais-je, à adapter les tactiques de la guérilla castriste au paysage urbain, sans toutefois changer les branchages kaki pour des moellons grisâtres. Où allaient-ils? Cette présence du premier matin avait toutes les apparences d'une entrée de forces occupantes. Pensai-je alors à Prague? Sans doute. Mais surtout, je me demandais où tous ces véhicules trouveraient place dans le centre-ville. Y avait-il des barricades à enfoncer? Des immeubles à investir? Des quadrilatères à ceinturer? Tous les jours j'ai revu cette cohorte, plus clairsemée certes, mais dont le flux permanent continuait à nourrir Dieu sait quelle action dans le lointain du centre-ville. La destination de ces bêtes verdâtres était accessoire: elles étaient là. Désormais, le performatif ce serait elles. La parole triomphante entrait en dysphorie, elle allait se fondre dans la rumeur.

* * *

Si j'avais à choisir une œuvre qui rende compte de ma perception des choses pendant l'application des mesures de guerre, c'est la prose d'Octave Crémazie que je choisirais, celle précisément du *Journal du siège de Paris*² qui fut rédigé par l'écrivain durant le siège de 1871 à l'intention de sa famille, privée de toute information dans le Québec de l'époque. Il n'y a pourtant à mes yeux aucune commune mesure entre Paris déchiré par les soulèvements populaires au son des canonnades, ses rues sans feux et sans eaux, ses rats aux crochets des bouchers, ses enfants morts, et Montréal, retranché en ses foyers, devant les bulletins de nouvelles à la télévision, riant jaune d'un Olivier Guimond jouant la soldatesque stu-

2. Octave Crémazie, *Œuvres complètes*, Montréal, Beauchemin, 1882, p. 263-467; repris dans *Œuvres, II, Prose*, texte établi, annoté et présenté par Odette Condemine, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1976.

pide pour un ouestmontais absurde. Pourtant, à Montréal comme à Paris, la ville est soudain devenue une chambre à échos, toute parole rendue dérisoire; l'impuissance devant l'histoire — forme métonymique de celle que nous éprouvons devant la mort — pulvérise les énoncés programmatiques ou apocalyptiques en une poussière de mots chosifiés: descriptions inutiles, borbo-rygmes incohérents, silences bavards où tout se perd.

* * *

Ces rumeurs, dont l'essence même est de demeurer indifférenciées, ne ressemblent pas toutes à la rumeur d'Orléans analysée par Edgar Morin. Mais tout un pan des murmures sociaux peut être rattaché de quelque façon à l'image concaténante du complot, telle que déployée dans *Le Pendule de Foucault* d'Umberto Eco. Ainsi la catégorie pragmatique du complot pourrait être partagée en deux parties, celle qui a trait au(x) complot(s) felquist(e) et celle qui a trait au(x) complot(s) fédéraliste(s). Dans les deux cas, le mécanisme de formulation et de diffusion de la rumeur est le même. Il s'agit d'accumuler des faits qui semblent prouver que les événements en cours ont été préparés et prévus de longue main, selon un plan plus général qui inclut aussi des échecs apparents. Ces échecs apparents, qui paraissent alors cyniquement provoqués, jouent, dans la syntaxe de la rumeur, un double rôle. D'abord, ils permettent de désigner tout coupable comme victime sacrificielle possible — cela vaudrait, dans le cas qui nous occupe, pour les frères Rose par exemple, mais aussi pour Bourassa sacrifiant, secrètement, le fédéralisme au profit d'une violente réaction nationaliste. Ensuite et surtout, les exemples précédents le laissent entrevoir, cette figure d'un plan d'ensemble comportant des échecs apparents brouille de manière radicale tout discours cherchant à énoncer des principes. Nous entrons alors de plain-pied

dans l'ordre du mensonge. Je ne parle pas ici de mensonge à cause d'une absurde postulation selon laquelle, en 1970, il n'y aurait eu aucun complot, mais plutôt parce que, dans de telles périodes de crise, le rapport à l'histoire est exacerbé: les faits et les documents nous paraissent résister à tout examen, précisément parce que le murmure de la parole commune les tire à hue et à dia. Chacun se trouve ainsi ramené aux déambulations de Crémazie, allant d'un carrefour à l'autre pour connaître les nouvelles, énumérant rumeurs et explications officielles des diverses factions, sans parvenir à dégager de ce fatras le sens des événements parce que sa faculté de juger lui semble irrémédiablement en porte-à-faux.

Un seul exemple permettra, je crois, de mesurer la difficulté. Une jeune voisine rencontrée dans l'autobus le premier matin me dit, triomphante, qu'elle est bien contente que les soldats arrivent enfin, que la semaine précédente son «chum dans l'armée» lui avait annoncé son arrivée à Montréal mais qu'elle n'y avait cru que ce matin-là. Toute à sa joie, cette jeune fille ne se doute pas, bien évidemment, qu'elle contribue à nourrir une rumeur qu'aucun démenti ne pourra jamais effacer. Sur le coup, je songe à lui demander de voir la lettre: cela serait bien une preuve, n'est-ce pas? Mais de quoi au juste? Du machiavélisme de Trudeau ou de la longue préparation des felquistes? Cette lettre nous permet-elle vraiment de décider de la valeur de vérité du mot «appréhendé» dans «insurrection appréhendée»? À la lecture de ce document, nous sommes renvoyés en amont des événements, là où se nouent les opinions, les sentiments, les parti-pris idéologiques. C'est là que nichent les apories de tout discours sur l'histoire; mais en période de crise, tous les documents, toutes les informations participent d'un soupçon: nul centre où asseoir inconfortablement la vérité. Ce qui, en temps normal, relève de l'épistémologie

historique s'inscrit, le temps que dure l'ère du mensonge, dans la parole la plus banale: par là, la crise est tragique.

* * *

À côté de cette rumeur bifide et radicale, qui rend impossible l'établissement d'un sens univoque et entraîne toute parole vers ses apories fondatrices, il faut parler d'une série de rumeurs qui ressortissent d'un dysfonctionnement de l'information. Qui a été arrêté? Qui a été relâché? Quand? Où cherche-t-on James Cross et ses ravisseurs? Les a-t-on trouvés? Qui «négocie» quoi? Toutes ces questions relèvent de l'ordre des faits et, sans doute parce qu'elles sont platement vérifiables, elles sont sujettes à hypertrophie. Dans un monde en crise, les informations (les vraies comme les fausses) circulent avec une rapidité déconcertante, parce que c'est par l'échange et le partage d'anecdotes que chacun peut se construire une expérience singulière de la crise. La quantité et la qualité des informations que l'on possède constitue alors une sorte de carte d'identité qui place chaque citoyen dans une relation de proximité ou d'éloignement par rapport à ce qui est perçu comme le centre névralgique de l'événement. Or, malgré le sentiment très vif que l'on peut avoir de l'existence de ce centre, il s'agit en fait d'un enchevêtrement de nœuds que seule une mise en récits peut démêler. La transformation des faits et des événements en anecdotes permet la distribution de rôles, met en séquence dans l'ordre temporel et dans l'ordre logique un amalgame que l'instauration d'une ère du mensonge interdit de lire comme déploiement univoque de signification.

Ces anecdotes sont diverses et, indépendamment de leur valeur de vérité, elles couvrent tout le spectre de l'éthos, entre le drame et la comédie. J'en énumère quelques-unes, à la fois significatives (pour moi) et inter-

changeables (libre à chacun de les remplacer par les anecdotes qu'il connaît). D'abord, côté drame, il y a Miron arrêté, emprisonné, battu, exécuté peut-être. D'heure en heure, les informations arrivent, colorées de la fébrilité de la longue chaîne d'amitié au long de laquelle la rumeur circule, privée de certitude, livrée à l'indignation, à la colère, à la peur. Dans un registre moins grave, il y a la comédie dramatique de ces policiers gênés, néanmoins investis de pouvoir, qui vont, à Saint-Léonard, perquisitionner à la résidence de mes parents — et à celles des opposants connus au maire de l'époque — et qui, découragés devant l'état du sous-sol de la maison — véritable capharnaüm —, renonceront à faire de vraies fouilles, pendant que mon père tente sans grand succès de calmer ma colère. À l'autre bout du spectre, côté comédie burlesque, il y a ces soldats qui, surveillant la résidence d'un député, soupçonnent qu'une maison remplie de gens louches — des jeunes barbus évidemment — pourrait servir de base d'attaque contre *leur* député. Ils s'en ouvrent discrètement au dit député qui refroidit leur ardeur investigatrice: il s'agit de dignes pères Sainte-Croix que le député connaît bien, ces messieurs de l'armée veulent-ils être présentés?

Ces anecdotes, que je pourrais multiplier, sont de facture différente, et si je les inclus dans le champ de la rumeur, ce n'est pas parce qu'elles sont fausses ou imaginaires, mais bien parce que, livrées à nous sous la forme de récits *qui en apparence se suffisent à eux-mêmes*, elles perdent les ambiguïtés qu'une mise en contexte plus large ne saurait manquer de dévoiler et que, simultanément, elles glissent vers l'ordre de la fiction, là où toute subversion se trouve détournée, sinon désamorcée.

En effet, chacune de ces anecdotes pèse plus lourd que son poids de réel: chacune est liée à d'autres anecdotes, à la fois semblables et différentes, dont l'accumulation semble faire le total de la crise. Comme si le travail

de l'historien était d'additionner en les juxtaposant une multitude de récits, en laquelle le sens de la crise tiendrait tout entier. Pourtant, nous savons qu'il n'en est rien et que l'essentiel des événements d'Octobre 1970 se situe ailleurs, dans le statut des divers récits, dans ce que je nommerai la dimension pragmatique des récits.

Revoyons dans cette perspective l'emprisonnement de Gaston Miron. Une telle exaction, que l'on ne prend même pas la peine de justifier, soulève évidemment l'indignation. À l'époque, elle souleva aussi la peur: chacun avait une parole ou une pensée insurrectionnelle à «se reprocher», et, dans une société tricotée serré comme l'est la société québécoise, cette arrestation, comme les deux cents autres, était lourdement synecdochique: tous les intellectuels, les écrivains, les étudiants, les militants se sentaient visés par les manœuvres militaires. Quant à moi, je me trouvais bien inoffensive, mais je pensais en frissonnant à tel ou tel étudiant que je connaissais et qui, peut-être, risquait filature, fouille, prison. Rétrospectivement, ces craintes me paraissent puériles parce que je connais la fin de l'histoire; ainsi Miron n'a pas été exécuté et se porte plutôt bien, sa parole n'a rien perdu de sa véhémence. C'est là d'ailleurs que réside le piège de la mise en récit: la fin modifie rétrospectivement les propriétés qui la précèdent. Ainsi, la mort de Miron ou de l'un de ses compagnons aurait donné à la Crise un martyr, une figure christique transformant les arrestations en Passion. Mais, les victimes libérées, leur emprisonnement paraît bénin, une bonne blague — de celles qu'il faut répéter sans doute, ce que feront quelques années plus tard, et sans sourciller, ceux qui emprisonneront les chefs syndicaux. La blague est évidemment amère, mais il semble que le cadre narratif de la fin heureuse rende l'indignation gênante, déplacée.

Tout se passe comme si la fin du récit annulait le système illocutoire qui le porte — ainsi s'effacent l'agres-

sion et l'impuissance — et surtout le système perlocutoire qui l'organise — la menace et la peur. Le *happy end* donne l'impression que les péripéties n'ont pas vraiment eu lieu ou, pire encore, qu'elles n'ont eu pour but que de démontrer le ridicule et la maladresse des décisions gouvernementales et policières, auxquelles, de l'autre côté, feraient pendant le macabre «accident» de la mort de Pierre Laporte et la libération rocambolesque de James Cross. Bref, mis sous forme narrative, les événements d'Octobre 1970 ressemblent à une sorte de bévue collective (la très sérieuse *Histoire du Québec contemporain* en parle sous la rubrique «L'action terroriste», mais aussi sous «Crises de croissance»), ridicule coup de masse pour enfoncer une punaise — ce qui renvoie les terroristes dans une totale solitude et les gouvernements à un mépris mérité.

* * *

Rien d'étonnant à ce que l'oubli ait fait son travail de tri de manière particulièrement rapide et efficace — totale presque, serais-je tentée de dire. Comme un mauvais coup d'adolescence, le souvenir d'Octobre 1970 nous embête. Nous aimerions bien nous persuader que ces quelques mois ont été une sorte de parenthèse historique. Et nous y parvenons, selon la méthode stalinienne, en effaçant de nos souvenirs ce que notre mise en récit ne permet plus d'intégrer.

Ainsi effaçons-nous le climat de violence larvée qui régnait alors dans le monde — et aussi chez nous — pour nous composer bien inutilement une vertu qui nous mettrait (pour qui? pour quoi?) au-dessus de tout soupçon. Nous effaçons aussi les risques réels courus par les divers acteurs du drame et les entorses faites à l'idéal démocratique comme, après avoir échappé à un accident, on met sa trouille sur le compte d'un mauvais rêve. Enfin, nous effaçons les conséquences politiques réelles

du coup de force: effritement du FRAP et réélection de Jean Drapeau, réorientation du discours nationaliste dans le sens de l'étapisme, efficacité accrue de la parole des intellectuels et des artistes emprisonnés, auxquels la désignation d'ennemis du fédéralisme donnait un statut privilégié, tout en réduisant leurs énoncés à être une sorte de répétition anecdotique de leur mésaventure.

En fait, cet oubli, qui fut en partie justifié par les stratégies électorales d'un Parti québécois anxieux de se démarquer de toute violence — ce qui est en soi fort légitime —, a eu un effet pervers, celui de nous empêcher de mesurer la fragilité des acquis démocratiques et de nous poser implicitement comme une société idéale où toute crise serait conjecturale, accidentelle. Tout s'est passé, dans notre tricot national, sans que nous échappions une seule maille; les terroristes sont revenus — grand bien leur fasse! —, Drapeau a vu ses Olympiques, Bourassa est redevenu premier ministre et Trudeau nous hante encore: nous avons eu notre Mai 68, même pas besoin de remplacer les pavés!

Ce parfait ravaudage du tissu social, avec l'oubli pour petite main, mériterait qu'on l'examine. Mais voilà, il a été si bien réussi que l'opération est presque impossible. D'ailleurs, les réflexions les plus élaborées ont été faites par des cinéastes³ qui se sont servis de la fiction pour exposer leur propos, prouvant ainsi indirectement l'enfermement dans la rumeur et l'anecdote qui fut le propre de la période: nous ne pouvons plus voir Octobre 1970 autrement que comme une fiction spectaculaire.

Nous disposons donc de récits, d'anecdotes, mais pas d'Histoire. Cela n'est pas si étonnant qu'on pourrait le croire: faire le partage de la vérité dans l'enchevêtrement des rumeurs et des anecdotes, ce n'est pas seulement valider des «documents», des «témoignages» et en dis-

3. Jean-Claude Lord dans *Bingo* et Michel Brault dans *Les Ordres*.

qualifier d'autres. C'est, paradoxalement, accepter d'adopter un point de vue, un centre, un point mort pour le pendule de nos hésitations: c'est accepter de participer à un discours social commun ambigu qui portait sa part de violence, de naïveté, et voyait le salut dans la parole, parole dont la violence des terroristes était une sorte de *surgeon psychodramatique* pour lecteurs de Sartre et de Lénine.

Les résistances que nous opposons à ce choix d'un point de vue sont très fortes: crainte de passer pour partisan, crainte de se tromper — ce qui est plus noble —, crainte surtout de devoir évaluer ses comportements individuels et collectifs durant la crise. Les lettres individuelles de protestation dans les journaux se comptaient sur les doigts de la main: aurions-nous manqué de courage? Aurions-nous fait montre d'une vantardise mal-séante en nous targuant de connaître toutes ces anecdotes dont la simple profération suffisait à donner le sentiment d'être dans le flux des événements? Comment avons-nous pu porter au pouvoir des gens manquant de flair politique au point de perdre leur sang-froid devant le premier manifeste venu — car ce terrorisme était *d'abord* un terrorisme du langage —, alors que seule leur parole était vraiment performative? Comment se fait-il qu'au Québec les événements essentiels, les traumatismes historiques, semblent toujours se résoudre en un oubli stratégique rendant vaine — et ridicule — toute remémoration?

Je n'ai guère de réponse à offrir. Et c'est pourquoi sans doute je m'en suis tenue à une analyse métahistorique. Mais, me semble-t-il, s'il faut penser à écrire l'histoire de ces événements, c'est moins du côté d'une reconstitution des faits qu'il faudra chercher que dans l'emballlement et les dysfonctionnements d'une parole dont, collectivement, nous n'avons su mesurer ni les

pouvoirs ni les limites. Le spectacle sera moins palpitant, mais l'enseignement risque d'être plus durable.

Micheline Cambron est professeur boursier au département d'études françaises de l'Université de Montréal. Elle est l'auteur de Une société, un récit, un essai paru à l'Hexagone en 1989.